



La Commune



Les clés de la révolution

Bolivie

Une manifestation de 250.000 ouvriers et paysans à La Paz. Plus de un million de personnes mobilisées et des barrages routiers dans tout le pays. Grève générale. La Bolivie a été paralysée par le peuple. Sanchez de Lozada ne put vaincre cette révolution par une contre-révolution violente ... et ce fût sa fin. Aujourd'hui, le nouveau gouvernement conduit par Mesa tente de s'approprier cette grande victoire, car il doit reconstruire le régime bourgeois et ses partis en piteux état pour pouvoir continuer de servir les USA.

Avec l'actuelle crise économique, l'impérialisme et les multinationales essaient d'imposer une austérité de plus en plus forte contre les masses. En Bolivie, comme dans toute l'Amérique latine, les luttes partielles pour des revendications économiques se transforment en luttes politiques. Des revendications de non-exportation du gaz vers les USA, de renationalisation du pétrole et du gaz, aux 72 points des paysans, des cultivateurs de coca du Chapare à la lutte contre l'ALCA des artisans de "l'alteno", en passant par les revendications ouvrières on a abouti à la lutte ouverte contre le gouvernement. Un gouvernement qui n'était pas disposé à faire la moindre concession économique et qui a défendu, avec son appareil militaire, les intérêts des grandes entreprises et de l'impérialisme.

Les masses en mouvement

Les travailleurs des villes et de la campagne sont arrivés rapidement à la conclusion que le principal obstacle à leurs revendications était le gouvernement pro-yankee de Lozada, qui avait privatisé et bradé aux multinationales les hydrocarbures et les industries de l'Etat. Pendant une semaine la crise a atteint une telle ampleur que Lozada cessa de gouverner. Il y avait dans les rues un double pouvoir, dans le pays seul ce que les ouvriers et les paysans décidaient se faisait ; le commerce extérieur était paralysé ; les communications entre villes étaient interrompues du fait des barrages routiers dressés par les paysans, les cococaleros et les mineurs ; l'aéroport de La Paz était fermé ; à El Alto, les piquets décidaient qui pouvait entrer ou sortir ; et le Parlement cessa de fonctionner. Le gouvernement a essayé de défaire ce pouvoir populaire au moyen d'une féroce répression, près de cent morts et des centaines de blessés tel est le résultat d'un affrontement inégal entre ces deux pouvoirs. Le résultat fut une amplification de la protestation, entraînant les dirigeants et se terminant par la chute du gouvernement, Lozada s'enfuyant comme un lâche à bord d'un hélicoptère, prêté par le président péruvien Toledo, en direction des USA.

Le rôle des directions

La vacance de pouvoir n'a pas été rempli, par le pouvoir de la rue, par ceux qui ont affronté et vaincu la répression. Leurs dirigeants les plus importants se refusèrent à prendre en charge cette responsabilité. Non seulement ils mirent en avant le départ de Lozada comme seule solution pour éviter le chaos, mais de plus ils s'opposèrent à la formation d'un gouvernement de la COB, des paysans et des cococaleros et remirent le pouvoir entre les mains du vice-président Mesa, complice de Lozada jusqu'au 14 octobre. Le nouveau gouvernement est le produit d'un accord entre les partis traditionnels et les dirigeants des organisations du mouvement ouvrier et populaire. Il a le soutien d'Evo Morales du MAS, de Solares de la COB et de Quispe du MIP. Il a été élu à l'unanimité par le Congrès avec l'accord de tous les groupes parlementaires.

Le gouvernement Mesa

Le discrédit des partis traditionnels est tel que Mesa essaye d'apparaître devant le peuple comme le chef d'un gouvernement indépendant des partis, un gouvernement de "techniciens" d'unité nationale. Il a demandé une trêve, promettant de prendre en compte les revendications les plus importantes du mouvement ouvrier et populaire, par exemple la question de l'exportation du gaz vers les USA qu'il veut résoudre au moyen d'un référendum. Il a aussi promis de revoir la loi sur les hydrocarbures et d'étudier la possibilité de convoquer une Constituante. Mais à peine au pouvoir, Mesa a montré son vrai visage. Son gouvernement n'est ni indépendant des partis, ni neutre. C'est un gouvernement pro-impérialiste qui s'oppose à l'abrogation de la loi sur les hydrocarbures et qui se propose de négocier une répartition "plus équitable" des bénéfices : au lieu de payer 18% par l'impôt et les redevances, les multinationales payeront 50%. La même proposition que Lozada ... sans Lozada et par-dessus tout sans contrôle des bénéfices réels ! De plus, a été nommé ministre de la Défense un militaire et aucune mesure n'est prise pour châtier Lozada et les coupables de la répression qui a fait une centaine de morts. Le MAS a déclaré son soutien inconditionnel à Mesa et lui a donné un ministre. La COB lui a présenté une pétition, en vingt points, à débattre. Quant à Quispe, il a déclaré donner une trêve de trois mois au nouveau gouvernement pour qu'il puisse montrer s'il est au côté des paysans et des travailleurs. De fait, le gouvernement et le régime bourgeois sont les uniques bénéficiaires de cette trêve.

Rien n'est résolu

Les contradictions de la Bolivie restent. Au-delà des quelques concessions auxquelles Mesa va être obligé, il ne donnera aucune réponse de fond aux besoins les plus impérieux dont souffre le peuple. Un peu plus tôt, un peu plus tard, la crise explosera à nouveau. Les travailleurs, les paysans, les jeunes, ont devant eux deux grandes tâches. La première continuer la mobilisation et la lutte pour leurs revendications les plus urgentes. L'autre, dans cette voie, de construire une direction révolutionnaire pour avancer vers l'unique solution de fond : la conquête du pouvoir politique.

Voir aussi dans la catégorie Bolivie

Troisième mandat pour Evo Morales

Le dimanche 12 octobre la Bolivie votait pour désigner son nouveau président. Les derniers sondages donnaient Evo Morales vainqueur avec 56% de voix dès le premier tour. Les Boliviens viennent de... >>

Un pays en ébullition

Plus de 200 000 manifestants, ouvriers et paysans ont, à l'appel du MAS, de la CSUTCB (Confédération paysanne), de la Fejuve (Associations des habitants) de El Alto, de la COB (Centrale Ouvrière... >>

Rumeurs de coup d'état

élu avec près de 54 % des voix en décembre 2005, le premier Président amérindien de Bolivie, Evo Morales, soutenu par son parti le MAS, (Mouvement vers le Socialisme) majoritaire au Parlement, a... >>

Une nouvelle étape

l'adoption de la nouvelle Constitution et la décision prise par le gouvernement d'Evo Morales d'appeler à un référendum ouvrent une nouvelle étape dans

l'adoption de la nouvelle Constitution de la Bolivie prise par le gouvernement d'Evo Morales a appelé à un référendum sur une nouvelle étape dans
situation politique que connaît la... >>

Une situation tendue

Le lundi 22 janvier 2006, il y a juste un an, Evo Morales accédait à la Présidence de la Bolivie avec 53,7 % des voix aux élections présidentielles. À
l'occasion de cet anniversaire, il a fait... >>

Les plus mauvais jours

Evo Morales a gagné les élections présidentielles de décembre 2005 avec 54 % des voix. Avec ce score, il écrasait sans appel l'ensemble des partis des
anciens Présidents, Sánchez de Losada et... >>
